



tic&société

Vol. 10, N° 2-3 | 2ème semestre 2016 - 1er semestre 2017
Spécial varia

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues de la pratique du budget participatif dans des communes camerounaises

Calvin Minfegue



Éditeur
Association ARTIC

Édition électronique

URL : <http://ticetsociete.revues.org/2100>

Référence électronique

Calvin Minfegue, « TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues de la pratique du budget participatif dans des communes camerounaises », *tic&société* [En ligne], Vol. 10, N° 2-3 | 2ème semestre 2016 - 1er semestre 2017, mis en ligne le 30 avril 2017, consulté le 14 septembre 2017.
URL : <http://ticetsociete.revues.org/2100>

Licence Creative Commons

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Calvin MINFEGUE

primer lugar, examina las condiciones originales de la introducción de las TIC en el presupuesto participativo en determinados municipios. En segundo lugar se consideran los usos sociales asociados a las TIC. Finalmente, se discuten los datos obtenidos en una perspectiva más amplia, en el marco de los debates teóricos sobre la e-democracia.

Palabras clave : TIC, presupuesto participativo, usos, dinámica política, participación ciudadana.

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

critique des publications qui y paraissent. Pour notre défense, permettons-nous de rappeler simplement que les perspectives empiriques renforcent ou complètent de nombreux travaux à orientation critique. Le choix a été fait d'interroger, ici, les apports des TIC à la dynamique démocratique (une dynamique d'abord sociale), notamment dans leur capacité à donner des contours nouveaux aux modalités de participation citoyenne, un critère démocratique (Dahl, 1998), en contexte africain. L'accent sur le local est, ici, choisi, car il permet, dans un système démocratique, de saisir plus subtilement les effets des décisions sur les citoyens (Pailliant, 1995 ; Peixoto, 2008). À partir de l'échelon municipal, nous portons une appréciation sur la mobilisation des TIC dans la dynamique démocratique locale. Sur ce point, c'est l'expérience du BP, introduite au Cameroun en 2003, qui est valorisée. Il existe une littérature abondante sur cette pratique née à la fin des années 1980 au Brésil ; nous n'y reviendrons pas. Rappelons simplement que le BP est « un mécanisme [...] par lequel les populations décident de l'affectation de tout ou partie des ressources publiques ou sont associés aux décisions relatives à cette affectation » (Genro, Desouza, 1998, cité par Cabannes, 2006, p. 128).

Examiner la mobilisation des TIC dans le BP nous conduit à analyser leur place dans les processus politiques, particulièrement dans le modèle démocratique camerounais. Depuis les années 1970, des auteurs ont en effet vu dans l'avènement des TIC une opportunité de renforcer la démocratie représentative (Laudon, 1977) ou de l'orienter radicalement vers un modèle plus délibératif, plus direct (Barber, 1984). Les TIC ont toujours été perçues comme un facteur de transformation du modèle démocratique. Pour sa part, Dahl (1998) présente les axes par lesquels les TIC peuvent être utiles à la démocratie. Il estime que l'un des enjeux les plus urgents des démocraties est « d'améliorer les capacités du citoyen afin de lui permettre de s'engager avec intelligence dans la vie politique » (p. 179). Les TIC, de son point de vue, sont capables de renforcer, d'améliorer et de rafraîchir les options déjà existantes de formation des citoyens. Ces outils étaient déjà considérés comme possédant un « caractère politique » du fait des « possibilités » qu'ils offraient « de favoriser la démocratie locale » (Pailliant, 1995, p. 69). Au croisement de la démocratie et des TIC, l'e-démocratie peut

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

fora (forums) de quartiers, les réunions de sensibilisation et la visualisation de l'exploitation de la plateforme web-SMS et du centre d'appel.

1.3. Les terrains d'observation

Les données exploitées proviennent de quatre communes camerounaises mettant en œuvre le BP et ayant mobilisé les TIC dans ce processus. Il s'agit des communes d'Edzendouan, des arrondissements de Yaoundé 2 et de Yaoundé 6, dans la région du centre, et de celle de l'arrondissement de Douala 3, dans la région du Littoral. Si les trois dernières communes sont des collectivités urbaines, Edzendouan est une municipalité rurale. Yaoundé 2 et Yaoundé 6 ont implanté le BP depuis 2009, Edzendouan depuis 2003-2004. Après une interruption en 2007, cette dernière municipalité a renoué avec cette pratique en 2012. Douala 3 a expérimenté le processus pour la première fois en 2012. Sur le plan démographique, Yaoundé 2 et Yaoundé 6 comptaient respectivement environ 300 000 et 280 000 habitants en 2012. Douala 3 abritait une population estimée à 670 000 âmes en 2013, tandis qu'Edzendouan en comptait, selon les sources administratives, environ 6 000 en 2011.

Concernant l'équipement en TIC, l'Agence de Régulation des Télécommunications du Cameroun (ART) indiquait que le pays comptait 17,46 millions d'abonnés téléphoniques (téléphonies mobile et fixe) en service à la fin de l'année 2014, soit un taux de pénétration national de 81,49 % (ART, 2016). Au cours de la même année, le nombre d'abonnés à internet s'élevait à « plus » de 5 millions, toutes options confondues (Wimax, 3G, ADSL, etc.). Sur le plan local, une enquête de l'Institut National de la Statistique (INS) conduite en 2011 relevait que le pourcentage de ménages possédant au moins un téléphone portable était d'environ 95 % dans les villes de Yaoundé et Douala. Ce taux était de l'ordre de 46 % en moyenne en zone rurale (INS, 2012).

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

possibilités accrues de communication et de participation. Toutefois, à propos de la question des effets des TIC sur la mobilisation et sur l'implication dans la prise de décisions dans le cadre global du BP, de nombreux facteurs liés à la conception même du projet, mais aussi à la topographie politique du territoire ciblé, n'ont pas permis de parvenir à des conclusions suffisamment rigoureuses. À titre illustratif, le suivi des indicateurs du projet ne s'est pas inscrit dans un cadre coopératif et optimal avec les institutions locales. Une telle orientation aurait permis d'anticiper sur ses résultats. Les lourdeurs liées à la décentralisation ont parfois limité la marge d'action des autorités locales et, partant, leur engagement constant dans le projet. Cette expérience a néanmoins permis de poser les bases des futures initiatives de cette nature.

Un programme similaire a été développé au Cameroun. Le pays avait l'avantage de justifier d'un passif intéressant de pratique du BP depuis 2003. L'antériorité des relations entre certaines ONG locales et des partenaires internationaux comme l'Union européenne y donnait des garanties de déploiement. ASSOAL a donc été choisie comme relais local sur la base, principalement, de son statut d'organisation pionnière en matière d'accompagnement des expériences de BP, mais aussi de rapports établis en RDC, où elle avait accompagné des acteurs locaux dans l'expérimentation du processus. À la fin de l'année 2011, la décision fut prise d'expérimenter cette approche de BP reposant sur les TIC dans deux communes (bien que quatre ont initialement été ciblées), à savoir Yaoundé 2 et Yaoundé 6. Ce projet expérimental baptisé « ICT 4 PB » (« ICT for Participatory Budgeting », soit « TIC pour le BP »), a démarré en mars 2012.

Sur un plan technique, dans la continuité de l'expérience du Sud-Kivu, le projet a principalement mobilisé les Short Message Services (SMS), service lié à la téléphonie mobile. À travers une plateforme web-SMS, système qui intègre le SMS et les possibilités de flexibilité, d'interaction propres au réseau internet, les messages sont, en théorie, utilisés pour faciliter l'information et la mobilisation des citoyens, renforcer la communication municipale et participer à l'implication citoyenne dans la prise des décisions. En vue de tester la faisabilité de cette action, les communes ciblées étaient mobilisées à des étapes différentes du processus : la municipalité de Yaoundé 2

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

s'est faite par deux actions : d'une part, la mobilisation des réseaux d'organisations de la société civile, comme le Réseau National des Habitants du Cameroun (RNHC), l'Alliance Camerounaise pour le BP et la Finance Locale (ACBPFL) ; d'autre part, une présence plus importante aux fora, conférences et événements publics sur la thématique de la participation.

La première action a permis de s'appuyer sur des organisations travaillant sur la sensibilisation et la dissémination du BP en vue de les impliquer dans l'expérimentation de cet usage politique et local des TIC. Aussi, des organisations membres du RNHC et de l'ACBPFL se sont fortement impliquées dans les activités du projet expérimental, surtout dans sa dimension « mobilisation communautaire » (information, sensibilisation, etc.), à l'instar de l'Association des jeunes d'Edzoa Mballa (AJEM) et du Centre de ressources pour le développement local (CRDL). Le choix de ces réseaux d'organisations n'est pas totalement neutre. Il s'agit, en effet, de structures au sein desquelles ASSOAL joue un rôle majeur en matière d'animation. Au vu des informations recueillies auprès de ses responsables, ASSOAL a assuré, entre 2010 et 2014, le secrétariat technique du RNHC et le secrétariat permanent de l'ACBPFL.

La seconde action a permis de sensibiliser les citoyens au sujet des bienfaits de la mobilisation des TIC dans les processus participatifs autant que dans l'amélioration de la gouvernance publique. Les TIC sont considérées par les OSC comme étant un atout pour renforcer la transparence et la participation aux affaires publiques, tant aux niveaux local que national. Elles contribueraient à créer un cercle vertueux de redevabilité permettant de redéfinir la nature des relations entre gouvernants et gouvernés. Les TIC permettraient de combler le vide existant entre les initiatives gouvernementales et les besoins des citoyens en lien avec le BP ; elles auraient donc une utilité sur le plan du renforcement des liens entre élus et citoyens. Elles agiraient sur la capacité des premiers à répondre aux sollicitations des seconds et à la propension des citoyens à transmettre des demandes aux élus (Gigler, Bailur et Anand, 2014). Ces aspects apparaissent centraux dans un processus de BP.

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Calvin MINFEGUE

mesure où l'institution municipale a une exigence de proximité vis-à-vis des citoyens. Cette proximité a un positionnement communicationnel tout à fait explicite : faciliter l'accès des citoyens aux informations qui concernent les « affaires de la cité ». Une telle démarche correspond à la fois à « une stratégie de publicisation » de l'action publique locale et à une rupture avec un mode de gestion « notabiliaire » aujourd'hui dépassé (Pailliar, 1995, p. 70). Cela suppose de disposer de canaux performants qui soient à même de délivrer les bons messages au plus grand nombre. Les TIC semblent à cet effet présenter deux principaux avantages : leur potentiel à toucher simultanément de nombreux citoyens et leur caractère peu onéreux.

À Douala 3, Edzandouan et Yaoundé 2, les outils mobilisés entre 2012 et 2015 ont été les SMS et les plateformes web des réseaux socionumériques et d'autres sites web. Ces outils ont permis de renforcer les mécanismes d'information autour du processus du BP et d'autres aspects-clés de la gouvernance locale. Il s'agit bien d'un renforcement de la communication, dans la mesure où ces outils ne se substituent pas aux dispositifs traditionnels (recours aux médias de masse, comme les chaînes locales de télévisions et de radio, ou à l'affichage physique sous les formats d'affiches ou de dépliants informatifs). Deux aspects peuvent être mis en exergue : la capacité des TIC à diversifier et à personnaliser des messages spécifiques (types de messages, accent sur la diversité) et leur portée, soit la capacité à toucher directement, instantanément et simultanément un nombre important de personnes comparativement aux mécanismes traditionnels.

Le recours aux TIC, notamment aux SMS, a permis de diversifier les contenus des informations à destination des citoyens. Avant 2012, les messages provenant de la municipalité, et portant sur le BP, concernaient la tenue de réunions communautaires (fora de quartier, de délégués et assemblées communales). Les canaux mobilisés étaient essentiellement l'affichage des informations dans des lieux de grande fréquentation (marchés, carrefours, chefferies locales, etc.), l'envoi de courriers ciblés aux leaders communautaires

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Les TIC contribuent de ce fait à une forme de restructuration des circuits traditionnels de construction et d'échanges des informations (Lamarche et Villalba, 2005). À la suite d'une communication officielle sur le projet, le maire de Yaoundé 2 rappelait en 2012 :

Cet outil permettra, de renforcer la communication entre les élus locaux que nous sommes et la base pour laquelle nous avons pris l'engagement de servir. Nous pourrions ainsi efficacement associer nos populations [...] dans toutes les phases des projets à réaliser dans nos Communes. Je pense ici prioritairement au choix des projets, à leur suivi, leur évaluation et sur le degré de satisfaction, tout ceci dans le but noble d'assurer l'appropriation de toutes les actions entreprises par les bénéficiaires⁵.

En considérant que l'accès à l'information est l'un des déterminants majeurs de la participation citoyenne aux affaires publiques, les TIC, du moins celles mobilisées dans les expériences discutées ici, ont conséquemment une influence notable sur la participation aux mécanismes décisionnels.

3.1.2. L'implication des citoyens : entre mobilisation, choix des priorités et monitoring

L'implication directe des citoyens aux processus décisionnels est considérée comme étant la clé de voûte d'un cycle complet de participation politique. Elle permet d'aller au-delà de la simple information des citoyens et de s'inscrire dans une approche active de la participation (Verba et Nie, 1987), bien que parfois considérée comme étant illusoire. Les TIC sont susceptibles d'apporter des possibilités intéressantes dans ce sens. Le BP, il convient de le rappeler, consiste à associer les citoyens à la prise de décisions relatives aux affectations budgétaires portant sur les investissements publics à réaliser au niveau local. À cet effet, le processus de prise de décisions, dans le modèle développé dans les communes ciblées, s'articule autour de deux grandes séquences s'inscrivant dans une logique progressive. La première consiste à faire participer les citoyens à la définition des projets pouvant être inscrits dans

⁵ École de la gouvernance du Cameroun (2012), « Le projet TIC pour la gouvernance locale sur les rails, Actualité, <<http://gouvernancecameroun.tmpds359.haisoft.net/interne.php?idmenu=34&idsmenu=191&idarticle=17>>, dernière consultation le 1^{er} avril 2017.

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Calvin MINFEGUE

Effectif de la participation aux fora	704	1 331	1 640
Pourcentage de la population	0,26 %	0,48 %	0,52 %

Source : données de terrain et compilation données ASSOAL.

À Edzendouan (Tableau 2), la proportion de la population participant aux fora est passée de 4,28 % en 2007 à 10,94 % en 2015. Cette forte hausse doit néanmoins être relativisée, car elle apparaît davantage associée à une intense activité communicative qu'à un effet spécifique des TIC. En effet, selon nos informations, cette commune connaît des difficultés d'accès à l'électricité, pourtant nécessaire en vue de recharger les téléphones portables. A cet égard, les TIC (spécifiquement les téléphones portables utiles à la réception des informations) apparaissent forcément jouer un rôle secondaire.

Tableau 2. Évolution de l'affluence aux fora de villages en 2004, 2007 et 2015 à Edzendouan

	2004	2007	2015 (TIC)
Effectif de la participation aux fora	-	201	736
Pourcentage de la population	-	4,28 %	10,94 %

Source : données de terrain et compilation données ASSOAL.

On peut donc conclure à une incidence progressive, mais relative des TIC, tant dans les cas de Yaoundé 2 que d'Edzendouan. Néanmoins, le rôle des TIC devrait être apprécié sur une durée plus longue dans le cadre d'analyses plus fines.

Les TIC sont par ailleurs mobilisées dans le suivi de la réalisation des projets issus du BP. Deux actions peuvent être distinguées ici. La première mobilise la plateforme SMS. Les citoyens ayant leurs numéros dans la base de données téléphoniques reçoivent des messages indiquant les projets issus du processus du BP, tout en spécifiant lesquels seront réalisés dans leurs quartiers. La seconde action exploite un centre d'appel « citoyen » mis en place par l'ASSOAL et fonctionnel depuis la fin d'année 2013. Il recense les appels

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Calvin MINFEGUE

projets présélectionnés. Cette décision finale se déroule dans le cadre d'une assemblée où tous les habitants de la commune votent les projets sur la base d'une liste préexaminée. Ces projets sont analysés en lien avec leur faisabilité et leur cohérence par rapport aux domaines de compétences municipales. Ce préexamen s'effectue au cours du forum des délégués élus lors des fora de quartiers ou de villages. En fonction du montant du budget, les projets qui seront inscrits dans le plan de campagne de l'exercice suivant sont choisis en fonction du nombre de suffrages recueillis. Les projets sont donc choisis selon la quantité des voix recueillies jusqu'à épuisement du budget à affecter. Les TIC interviennent ici dans l'élargissement du bassin de votants potentiels. Elles permettent ainsi une implication plus large au processus décisionnel.

Dans les processus traditionnels, le vote s'effectue lors des assemblées communales se tenant dans un espace pouvant contenir le maximum de citoyens (place publique). Chaque citoyen a la possibilité de choisir le projet qu'il estime prioritaire. Partant du constat fait par les acteurs, des niveaux d'affluence très faibles lors des assemblées précédentes, une option supplémentaire a été explorée : la possibilité de voter par SMS. À Yaoundé 6 (Tableau 3), commune ayant expérimenté ce vote en 2012, on a observé une hausse de l'ordre de 268 % du nombre de votants, comparativement à 2011.

Tableau 3. Évolution de la participation populaire dans les processus de BP à Yaoundé 6 entre 2010 et 2012*

	2010	2011	2012 (avec l'usage des SMS)
Nombre de personnes touchées directement par les informations relatives au processus	1 500	25 000	45 000
Participation aux fora de quartiers (nombre de personnes)	481	301	982

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

leur mobilisation comme outil d'impulsion et de renforcement des dynamiques réticulaires.

3.2.1. Un canal d'élargissement de l'audience politique au niveau local

Les potentialités que les TIC génèrent en ce qui a trait à la mobilisation d'un grand nombre de citoyens avec la possibilité d'un contact personnalisé avec eux ne sont pas sans intérêt pour les acteurs politiques locaux, en l'occurrence les élus. C'est le cas à Yaoundé 2. Sur ce territoire, les acteurs politiques considèrent que les effets des TIC peuvent se déployer sur deux plans : une mobilisation croissante des citoyens et une politisation « subtile » du bilan des usages des TIC.

Dans le contexte de la commune de Yaoundé 2, les possibilités accrues de mobilisation des citoyens ont été exploitées par l'équipe municipale en 2013. Ainsi, informer les citoyens en vue de les inciter à participer aux fora de quartiers et aux travaux collectifs d'assainissement public (nettoyage des voies d'accès et des édifices publics, curage des caniveaux notamment) a souvent constitué pour les élus un moment de diffusion de messages ayant une connotation clairement politique. L'ampleur de telles communications a même été renforcée en période préélectorale, par exemple entre janvier et juin 2013. Prétendant leur engagement à participer aux journées de travail citoyen, le maire de la commune a incité ses concitoyens à « toujours faire confiance à l'équipe municipale⁶ ». Il y a là un usage détourné des opportunités offertes par les TIC en vue de les orienter vers des finalités s'écartant clairement des activités consacrées au BP. Cet usage imprévu procède, dans le cas d'espèce, d'un double séquençage : une explicitation de la finalité attribuée à l'outil (mobilisé pour le BP) et une exploitation de l'espace, du cadre offert à des fins communicatives tout à fait décalées par rapport aux objectifs initiaux.

Les activités associées au BP ont toujours été inscrites dans le bilan de l'exécutif municipal de Yaoundé 2 depuis 2008. L'expérience est présentée comme une pratique novatrice des élus locaux en vue de renforcer la participation citoyenne aux

⁶ Discours du maire lors d'une journée de propreté en mars 2013.

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Calvin MINFEGUE

des enjeux économiques tels que l'appui à la production et le développement des activités génératrices de revenus. L'expérimentation du BP, dès 2013, a permis aux structures associatives d'investir le champ de la gouvernance locale en mettant l'accent sur la mobilisation communautaire. Ce changement de cap s'est agencé autour de deux infrastructures « TIC » : la plateforme Web-SMS et le centre d'appel.

À propos du premier dispositif, la campagne de sensibilisation relative à la constitution d'une base de données téléphoniques (utile à la diffusion des messages) a été en partie animée par des associations de quartiers à l'instar de « Solidarité PK 9 » ou « Famille du Nde ». Concernant le second dispositif, la même approche informative a permis aux organisations communautaires de quartiers de sensibiliser les citoyens aux possibilités de recours au centre d'appel afin de signaler d'éventuels problèmes dans la conduite des projets. Ces associations ont également porté l'organisation des fora de quartiers en mettant à disposition des animateurs, fins connaisseurs des territoires. Dans les quartiers de cette commune, 54 animateurs provenant d'une vingtaine d'associations ont ainsi été mobilisés. L'usage des TIC, notamment l'envoi des SMS aux animateurs, a assuré leur mobilisation et leur information sur l'organisation des fora. Cette dynamique a permis à ces entités associatives de s'inscrire dans une collaboration formalisée avec la municipalité de Douala 3.

Dans le sillage de ces changements, certaines associations, en capitalisant sur les possibilités induites par le centre d'appel, se sont orientées vers le contrôle citoyen des interventions publiques au niveau local. Le contrôle citoyen est compris, ici, comme un suivi alternatif des politiques publiques par les citoyens organisés en structures communautaires. C'est le cas de « Famille du Nde », association qui s'est spécialisée dans le suivi des projets issus du BP et ceux relevant des interventions publiques. Cette association documente leur exécution et en partage les résultats sur un réseau socionumérique, en l'occurrence Facebook, tout en transmettant ces informations à la municipalité. Il apparaît donc que les TIC, dans le contexte de la commune de Douala 3, ont permis aux associations communautaires d'investir de nouveaux champs d'intervention. Cela leur permet d'être présentes dans l'espace public et de

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

d'expression démocratiques. Les possibilités sont perceptibles sur divers plans : informatif et formatif du citoyen, si l'on se situe dans le sillage des réflexions de Dahl (1998); participatif, enjeu prisé par les tenants d'une démocratie plus directe ; et, enfin, décisionnel, enjeu ultime. Les déficits de transparence souvent évoqués, qui favoriseraient des pratiques clientélistes ou corruptives (Chabal et Dalloz, 1999 ; De Sardan, 2008 ; Médard, 2000), tant au Cameroun que plus largement sur le continent africain, pourraient aussi être minimisés par ces outils. Les TIC permettraient aux sociétés du continent de s'arrimer à « l'impératif de transparence et de redevabilité (accountability) qui gagne les démocraties libérales depuis quelques années et dessine de nouveaux contours à la légitimité des gouvernants » (Tournadre-Plancq, 2010, p. 80, emphase de l'auteur). La diffusion des informations portant sur les budgets, telle qu'elle est présentée dans les cas abordés ci-dessus, en constitue une bonne illustration.

Les TIC, par leur mobilisation sociopolitique, permettraient de renforcer substantiellement l'action de la société civile. Elles favoriseraient la création d'une chaîne vertueuse de pratiques démocratiques, plus constantes, donnant de la voix à la société civile et renforçant progressivement les mécanismes de redevabilité. La société civile, justement, devrait jouer un rôle important de facilitateur dans l'accès des citoyens ordinaires à l'information, d'une part (Gigler, Bailur et Anand, 2014). D'autre part, elle devrait intervenir dans la construction d'un dialogue fécond entre acteurs (élus, citoyens). C'est dans ce sens qu'il faudrait analyser l'action des organisations sociales.

Pour finir, il semblerait que les TIC soient virtuellement capables de redéfinir, voire de requalifier, la trame même de l'espace public habermassien, lequel espace se situerait hypothétiquement entre un espace public aux matérialités empiriquement observables et un espace public virtuel façonné, alimenté par les TIC et aux matérialités spécifiques. Cet espace public virtuel relève de l'élargissement des « habiletés civiques » et du développement des ressources dont disposent les citoyens pour mieux l'investir (Bastien, 2013). Il traduit donc une « réappropriation » de l'espace public traditionnel par des acteurs aux profils variés (Tréguer, 2013). Il en ressortirait donc un espace hybride qui, en réalité, aurait comme marqueurs différentiels majeurs les possibilités de saisissement, les

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Par ailleurs, il est important de noter que les performances de l'e-démocratie dépendent fortement de celles initiales du système qu'elle veut améliorer. De ce fait, comme l'a précisé Liden (2012), elle devient le « miroir » du système politique. Elle ne sera réellement « démocratique » que si le contexte initial l'est. Cela suppose donc de distinguer clairement les processus politiques facilités par les TIC (e-politics) des processus démocratiques facilités par les TIC (e-democracy). Dans le cas du présent texte, sommes-nous situé dans l'e-politics ou dans l'e-démocracy ? La question demeure.

Les TIC ne semblent donc pas reconfigurer systématiquement, en contexte camerounais comme ailleurs, le modèle démocratique. Les TIC, non loin d'être des catalyseurs effectifs d'une revigoration de la pratique démocratique, restent des catalyseurs potentiels (Gigler, Bailur et Anad, 2014). Elles apportent néanmoins des changements qualitatifs dans la façon dont les processus politiques propres au système au sein duquel elles se déploient sont configurés et actés. L'e-démocratie serait donc, au Cameroun, une réalité qui se cherche.

4.3. Désinvestir et réinvestir autrement les études sur les TIC

De toute évidence, il importe de (re)penser la problématique « TIC et démocratie ». Cela nécessite de construire ou de constituer un corpus de connaissances sur la mobilisation des TIC dans les dynamiques politiques. Il semble y avoir, en effet, un vide dans la recherche sur les usages des TIC dans les contextes africains (Benchenna, 2012) du fait de contraintes liées à la maturation de cet objet, mais, également, du fait d'une certaine immobilité dans les contenus consacrés à la notion d'usage. Le développement des recherches aux croisements de celles portant sur les TIC et celles consacrées aux processus politiques dans une perspective assez décentrée, comme la sociologie des usages, serait intéressant et même souhaitable. Il permettrait d'explorer les (autres) voies, pour aborder différemment les TIC dans les processus sociaux, par exemple, comme le suggère Avgerou (2011), par les approches structuralistes (des pratiques), les approches sociotechniques et les approches institutionnalistes. À celles-ci, on pourrait ajouter l'approche par les capacités, mise en exergue par les travaux de Gigler, Bailur et Anand (2014).

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

Calvin MINFEGUE

- BARBER B., 1997, *Démocratie forte*, Paris, Desclée de Brouwer.
- BLONDIAUX L., G. MARCOU, F. RANGEON, P. DEYON, A. MABILEAU et J. CAILLOSSE (dir.), 1999, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, Presses universitaires de France.
- CAILLOSSE J., 1999, « Éléments pour un bilan juridique de la démocratie locale en France », dans L. BLONDIAUX, G. MARCOU, F. RANGEON, P. DEYON, A. MABILEAU et J. CAILLOSSE (dir.), 1999, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 63-78.
- CHABAL P. et J.-P. DALOZ, 1999, *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Oxford, James Currey.
- CUSTER S., N. NOVIN et E. PALUMBO, 2011, « Social Media Enabled Beneficiary Feedback Loops: Mitigating Risk in Technological Innovation », World Bank Institute, Washington DC, Innovation Practice.
- DE SARDAN J-P. O., 2008, « À la recherche des normes pratiques de la gouvernance réelle en Afrique », *Afrique, pouvoir et politique*, n° 5, <<http://www.institutions-africa.org/filestream/20090109-discussion-paper-5-la-recherche-des-norms-pratiques-de-la-gouvernance-reelle-en-afrique-jean-pierre-olivier-de-sardan-d-c-2008>>, dernière consultation le 1^{er} avril 2017.
- GEORGE É., 2014, « Quelles perspectives critiques pour aborder les TIC ? », *tic&société*, vol. 8, n°1-2, <<http://ticetsociete.revues.org/1365>>, dernière consultation le 1^{er} avril 2017.
- GIGLER B.-S., 2011, « “Informational Capabilities”: The Missing Link for the Impact of ICT on Development », *E-Transform Knowledge Platform Working Paper 1*, World Bank, Washington, DC.
- GIGLER B.-S., S. BAILUR et N. ANAND, (dir.), 2014, *Closing the Feedback Loop: Can Technology Bridge the Accountability Gap?*, Washington, Directions in Development, World Bank.

TIC et démocratie locale. Considérations empiriques issues
de la pratique du budget participatif dans les communes
camerounaises

- PEIXOTO T., 2008, e-Participatory Budgeting: e-Democracy From Theory to Success?, Zurich, E-democracy Centre, e-working papers.
- PNUD, 2000, Rapport du PNUD sur la pauvreté. Vaincre la pauvreté humaine, New York, PNUD.
- RODOTÀ S., 1999, La démocratie électronique. De nouveaux concepts et expériences politiques, Rennes, Apogée.
- ROUSSEAU D. (dir.), 1995, La démocratie continue, Paris, LGDJ-Bruylant.
- SAVAH J. et A. GALABOV (dir.), 2012, Participations et citoyennetés depuis le printemps arabe, Paris, L'Harmattan.
- TOURNADRE-PLANCQ J., 2010, « La démocratie électronique : quelles attentes ? », Cahiers français, n° 356, p 77-81.
- VERBA S. et N.H. NIE, 1987, Participation in America: Political Democracy and Social Equality, Chicago, University of Chicago Press.
- WEBER B., 2010, « ICT4GOV Mobile Phone Technology to Empower Citizens to Support Better Governance », communication, Washington, World Bank Institute.
- WORLD BANK, 2011, I Paid a Bribe: Learning from ICT Facilitated Access to Information Innovations in South Asia, One World Foundation, Delhi.
- WORLD BANK INSTITUTE, 2012, « Information and Communication Technology for Governance (ICT4GOV) Program. Case study contributing to the Study on Strengthening Inclusive Stakeholder Ownership through Capacity Development », World Bank capacity Development and results.
- ZAKHOUR L., 2011, « Printemps arabe : de l'imaginaire au réel. Les moyens d'information et de communication font la révolution », Hermès, n° 61, pp. 212-218.